

ENSEMBLE AEDES

chez Mr & Mme SIMON  
30 rue de l'Eglise  
80230 BRUTELLES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024



2033

Réel simplifié BIC

Déclaration envoyée par la procédure EDI-TDFC

Formulaire millésime 2025

SIE	N° dossier	Clé	Régime	Insp
			EM	
N° Siret	50104935700038			

 <b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b> <small>Liberté Égalité Fraternité</small>		Formulaire à déposer en double exemplaire		<b>IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b>		N° 2065 - SD 2025  N° 11084* 26 Formulaire obligatoire (art.223 du Code général des impôts)					
Exercice ouvert le		01/01/24		et clos le		31/12/24		Régime simplifié d'imposition		X	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe								Régime réel normal			
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre											
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209- 0 B (entreprise de transport maritime), cocher la case											
<b>A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE</b>											
Désignation de la société :						Adresse du siège social :					
ENSEMBLE AEDES chez Mr & Mme SIMON 30 rue de l'Eglise  80230 BRUTELLES											
SIRET 5 0 1 0 4 9 3 5 7 0 0 0 3 8						Mél : marguerite.delafayolle@ensembleaedes.fr					
Adresse du principal établissement :						Ancienne adresse en cas de changement :					
<b>REGIME FISCAL DES GROUPES</b>											
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)											
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante											
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère :											
						SIRET					
<b>B ACTIVITE</b>											
Activités exercées Arts du spectacle vivant						Si vous avez changé d'activité, cochez la case					
<b>C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION</b> (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)											
<b>1 Résultat fiscal</b>						Bénéfice imposable au taux normal		Déficit			
Bénéfice imposable à 15 %						Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10 %					
<b>2 Plus-values</b>											
PV à long terme imposables à 15 %						PV à long terme imposables à 19 %		PV exonérées (art. 238 quinquies)			
Autres PV imposables à 19 %						PV à long terme imposables à 0 %					
<b>3 Abattements sur le bénéfice et exonérations</b>											
Entreprise nouvelle, art. 44 sexies <input type="checkbox"/>						Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A <input type="checkbox"/>					
Société d'investissement immobilier cotée <input type="checkbox"/>						Zone franche d'activité nouvelle génération, art. 44 quaterdecies <input type="checkbox"/>					
Autres dispositifs <input type="checkbox"/>						Zone de revitalisation rurale, art. 44 quinquies <input type="checkbox"/>					
Bassins d'emploi à redynamiser, art.44 duodecies <input type="checkbox"/>						Zone de restructuration de la défense, art. 44 terdecies <input type="checkbox"/>					
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)						Zone franche urbaine - Territoire entrepreneur, art . 44 octies A <input type="checkbox"/>					
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)						Bassins urbains à dynamiser (BUD), art.44 sexdecies <input type="checkbox"/>					
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)						Zone de développement prioritaire, art.44 septdecies <input type="checkbox"/>					
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)						France ruralités revitalisation FRR, art. 44 quinquies A <input type="checkbox"/>					
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)						Plus-values exonérées relevant du taux de 15 %					
4. Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 quater W du CGI (cocher la case)											
<b>D IMPUTATIONS</b> (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)											
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôts											
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité.											
<b>E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS</b> (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)											
Recettes nettes soumises à la contribution 2,5 %						N°					
<b>F COMPTABILITÉ INFORMATISÉE</b>											
L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui, indication du logiciel utilisé ISACOMPTA CONNECT											
Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site <a href="http://www.impots.gouv.fr">www.impots.gouv.fr</a> . S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site <a href="http://www.impots.gouv.fr">www.impots.gouv.fr</a> .											
Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable :						Nom et adresse du conseil :					
CABINET Le-CaC 13 Rue de la Montjoie 93210 SAINT-DENIS  Tél : 0176240030						Tél :					
OGA/OMGA <input type="checkbox"/> Viseur conventionné <input type="checkbox"/> (Cocher la case correspondante)						Identité du déclarant :					
Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur ou certificateur conventionné :						Date : 24/02/25 Lieu : BRUTELLES					
N° d'agrément du CGA/OMGA ou viseur ou certificateur conventionné						Qualité et nom du signataire : Président Antoine BOULAY					
Signature											
Examen de conformité fiscale (ECF) <input type="checkbox"/> prestataire :											

ANNEXE AU FORMULAIRE N° 2065 - SD

G										RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS																												
Montant global brut des distributions (1)					payées par la société elle-même					a							payées par un établissement chargé du service des titres					b																
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) (2)										c																												
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées										d																												
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus (3)															e																							
															f																							
															g																							
															h																							
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (4)										i																												
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI										j																												
Montant des revenus répartis (5)															Total (a à h)																							
H	REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)																																					
Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : * SARL, tous les associés ; * SCA, associés gérants; * SNC ou SCS, associés en nom ou commandités * SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants										Pour les SARL		Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col.1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.																										
										Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit.		Année au cours de laquelle le versement a été effectué		Montant des sommes versées :																								
														à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits					à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement					à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6														
1										2		3		4					5					6					7					8				
I	DIVERS																																					
* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS ( en cas de gérance libre)																																						
* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)																																						
J	CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION																																					
REMUNERATIONS															MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSEES A 0 %, 15 % ou 19%																							
															0%					15%					19%													
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés (a)										421 990					MVLТ restant à reporter à l'ouverture de l'exercice																							
															MVLТ imputée sur les PVLТ de l'exercice																							
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages (b)															MVLТ réalisée au cours de l'exercice																							
															MVLТ restant à reporter																							
K	CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONС (article 222 bis du CGI)																																					
Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice															2 360																							
Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice															13																							

Désignation de l'entreprise		ENSEMBLE AEDES										Néant <input type="checkbox"/> *	
Adresse de l'entreprise		chez Mr & Mme SIMON 30 rue de l'Eglise 80230 BRUTELLES											
SIRET		5 0 1 0 4 9 3 5 7 0 0 0 3 8											
Durée de l'exercice en nombre de mois *		12		Durée de l'exercice précédent *		12							
								Exercice N clos le					
								3 1 1 2 2 0 2 4					
ACTIF								Brut		Amortissements-Provisions		Net	
								1		2		3	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial *		010		012							
		Autres *		014	278 638	016	249 537		29 101				
	Immobilisations corporelles *		028	12 347	030	10 383		1 964					
	Immobilisations financières * (1)		040	6 000	042			6 000					
	Total I (5)		044	296 985	048	259 920		37 066					
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production *		050		052							
		Marchandises *		060	9 259	062			9 259				
	Avances et acomptes versés sur commandes		064	601	066			601					
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés *		068	7 174	070	40		7 134				
		Autres* (3)		072	176 979	074			176 979				
	Valeurs mobilières de placement		080	18 112	082			18 112					
	Disponibilités		084	63 442	086			63 442					
	Charges constatées d'avance *		092	4 027	094			4 027					
	Total II		096	279 594	098	40		279 554					
	Total général (I + II)		110	576 580	112	259 960		316 620					
PASSIF								Exercice N NET					
								1					
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *		120										
	Ecart de réévaluation		124										
	Réserve légale		126										
	Réserves réglementées *		130										
	Autres réserves ( dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131 )		132										
	Report à nouveau		134					64 689					
	Résultat de l'exercice		136					141 550					
	Subventions d'investissement		137										
	Provisions réglementées		140										
	Total I		142					206 239					
Provisions pour risques et charges		154											
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées		156										
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		164										
	Fournisseurs et comptes rattachés *		166					50 512					
	Dettes fiscales et sociales (dont montant de la TVA indiqué dans la case 169 169 8 074 )		172					59 869					
	Comptes courants d'associés		173										
	Autres dettes		175										
	Produits constatés d'avance		174										
	Total III		176					110 382					
Total général (I + II + III)		180					316 620						
RENVIS	(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195						
	(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182						
	(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184						

\*Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ENSEMBLE AEDES

Néant ☐ \*

A- RÉSULTAT COMPTABLE

Formulaire déposé au titre de l'IR 018 ☐

Exercice N clos le

3 1 1 2 2 0 2 4

PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *		{	biens	{		209		210	1 843			
	Production vendue			services *			215		214				
					217	2 854	218	637 343					
	Production stockée* ( Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production )								222				
	Production immobilisée*								224				
	Subventions d'exploitation reçues								226	341 565			
	Autres produits								230	97 781			
	Total des produits d'exploitation hors TVA (I)								232	1 078 531			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)								234				
	Variation de stocks (marchandises)*								236	818			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)								238				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *								240				
	Autres charges externes* : ( dont crédit-bail : - mobilier : ..... - immobilier : ..... )								242	279 535			
	Impôts, taxes et versements assimilés ( dont CFE et CVAE *					243	983	)	244	11 686			
	Rémunérations du personnel*								250	504 352			
	Charges sociales (cf. renvoi 380)								252	213 821			
	Dotations aux amortissements* (		dont amortissement du fonds de commerce en application de l'article 39, 1-2°, al.3 du CGI			255		)	254	32 620			
	Dotations aux provisions								256				
	Autres charges {	dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger *			259				}	262	4 824		
		dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles			260	3 887							
Total des charges d'exploitation (II)								264	1 047 656				
1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)								270	30 875				
Produits financiers (III)			280	1 096		Charges financières (V)			294				
Produits exceptionnels (IV)								290					
Charges exceptionnelles (VI) {		dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)			347				}	300			
		dont amortissements exceptionnels de 25 % des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)			348								
Impôt sur les bénéfices* (VII)								306	-109 579				
2- BÉNÉFICES OU PERTES : Produits (I + III + IV) --- Charges (II + V + VI + VII)								310	141 550				
B- RÉSULTAT FISCAL			Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col.2			312	141 550	314					
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*					316							
	Amortissements excédentaires(art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles					318							
	Provisions non déductibles*					322							
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice n°2033-NOT-SD)					324							
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés		247			Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC*	248	330	283				
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option			(	Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)		249	)	251				
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					998							
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					999							
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime								997				
	Entreprises nouvelles (44 sexies)		986	ZFU -TE (44. octies A)		987				342			
	France Ruralités Revitalisation FRR (44 quindecies A)		181	JEI (44. sexies A)		989							
	ZRD (44 terdecies)		127	ZRR (44. quindecies)		138							
	Bassins d'emploi à redynamiser (44 duodecies)		991	Investissements et souscriptions outre-mer		344							
	ZFANG (44 quaterdecies)		345										
	BUD ( 44 sexdecies)		992	Zone de développement prioritaire (44 septdecies)		993							
	Dont divers	Créance due au titre du report en arrière du déficit				346					350	119 190	
		Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies)				655							
		Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies A)				643							
		Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies B)				645							
		Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies C)				647							
		Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies D)				648							
		Déduction exceptionnelle simulateur de conduite (Art. 39 decies E)				641							
		Déductions exceptionnelles (Art. 39 decies F)				990							
Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies G)				649									
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS								Bénéfice col. 1	Déficit col. 2	352	22 643	354	
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière *					356					22 643		
	Déficits antérieurs reportables : * ..... 569 227 ..... dont imputés sur le résultat :												
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS								Bénéfice col.1	Déficit col.2	370	0	372	

\*Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise :ENSEMBLE AEDES

Néant☐\*

I	IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *
	Valeur d'origine des immo- bilisations en fin d'exercice										
ACTIF IMMOBILISÉ											
Immobilisations incorporelles		Fonds commercial	400		402		404		406		
		Autres	410	278 638	412		414		416	278 638	
Immobilisations corporelles	Terrains		420		422		424		426		
	Constructions		430	522	432		434		436	522	
	Installations techniques matériel et outillage industriels		440		442		444		446		
	Installations générales agencements., aménagements divers		450		452		454		456		
	Matériel de transport		460		462		464		466		
	Autres immobilisations corporelles		470	10 677	472	1 148	474		476	11 826	
Immobilisations financières			480	6 000	482		484		486	6 000	
TOTAL			490	295 837	492	1 148	494		496	296 985	

II		AMORTISSEMENTS		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES											
Fonds commercial				495		497		498		499	
Autres immobilisations incorporelles				500	218 825	502	30 712	504		506	249 537
Immobilisations corporelles	Terrains			510		512		514		516	
	Constructions			520	217	522	174	524		526	391
	Installations techniques matériel et outillage industriels			530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers			540		542		544		546	
	Matériel de transport			550		552		554		556	
	Autres immobilisations corporelles			560	8 258	562	1 734	564		566	9 992
TOTAL				570	227 300	572	32 620	574		576	259 920

III		PLUS-VALUES, MOINS-VALUES à 19 %, 15 % et 0 % pour les entreprises à l'IS et 12,8 % pour les entreprises à l'IR									
		(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)									
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé		1	2	3	4	5					
		6	7	8	9	10					

Immobilisation	Valeur d'actif *  ①		Amortissements *  ②		Valeur résiduelle  ③		Prix de cession *  ④		Plus ou moins-values							
									Court terme *  ⑤		Long terme					
											19 % ⑥		15 % ou 12,8 % ⑦		0 % ⑧	
1																
2																
3																
4																
5																
6																
7																
8																
9																
10																
TOTAL	578		580		582		584		586		581		587		589	
Plus-values taxables à 19 % <sup>(1)</sup>					579		Régularisations	590		583		594		595		
TOTAL									596		585		597		599	

\* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n°2033 - NOT-SD.  
(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

4

## RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS

Formulaire obligatoire (article 302 septies A  
bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ENSEMBLE AEDES

Néant ☐ \*

## I

## RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées *	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	sur comptes clients	650	40	652		654		656	40
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680	40	682		684		686	40

## B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Fonds commercial	681		683	
Autres Immob. incorp	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales agence- ments amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER  
NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT  
(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
Total à reporter ligne 322 du tableau N° 2033-B-SD		780

## II

## DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			982	569 227
Déficits transférés de plein droit (article 209- II-2 du CGI)	982 bis		Nombre d'opérations sur l'exercice (2)	982 ter
Déficits imputés			983	22 643
Déficits reportables			984	546 584
Déficits de l'exercice			860	
Total des déficits restant à reporter			870	546 584

## III

## DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives	dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI dont cotisations facultatives Madelin (I de l'art. 154 bis du CGI)	325		381	
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327			
Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant *	dont montant déductible des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS	326		380	
N° du centre de gestion agréé				388	
Montant de la TVA collectée				374	59 162
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)				378	25 674
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant				399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice				398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI				397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau n° 2033-D-SD déposé au titre de l'exercice précédent.

\* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033 - NOT-SD.

(2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits et le montant du transfert.

Désignation de l'entreprise : ENSEMBLE AEDES	Néant <input type="checkbox"/> *
Exercice ouvert le : .....01/01/2024..... et clos le : .....31/12/2024..... Durée en nombre de mois 12	
<b>DÉCLARATION DES EFFECTIFS</b>	
Effectif moyen du personnel * :	376 4
Dont apprentis	657
Dont handicapés	651
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861
<b>CALCUL DE LA VALEUR AJOUTÉE</b>	
<b>I- Chiffre d'affaires de référence CVAE</b>	
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108 639 185
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante	119
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	105
<b>TOTAL 1</b>	106 639 185
<b>II- Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</b>	
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)	115 97 781
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143
Subventions d'exploitation reçues	113 341 565
Variation positive des stocks	111
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153
<b>TOTAL 2</b>	144 439 346
<b>III- Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée <sup>(1)</sup></b>	
Achats	121 97 143
Variation négative des stocks	145 818
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances	125 139 363
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	310
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)	148 4 824
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante	150
<b>TOTAL 3</b>	152 242 148
<b>IV - Valeur ajoutée produite</b>	
Calcul de la Valeur Ajoutée (Total 1 + Total 2 - Total 3)	137 836 382
<b>V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>	
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le formulaires n° 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires nos 1329-AC et 1329-DEF). Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des fomulaires nos 1329-AC et 1329-DEF	117 836 382
<b>Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE</b>	
Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD	
Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractère agricole n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre.	
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case ci-contre	020 X
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106, le cas échéant ajusté à 12 mois)	022 639 185 Effectifs au sens de la CVAE * 023 1
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)	026
Période de référence	024 0 1 / 0 1 / 2 0 2 4 016 3 1 / 1 2 / 2 0 2 4
Date de cessation	/ /

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférentes à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.

\* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD, au § "déclaration des effectifs" et dans la notice n° 1330-CVAE-SD, au § "Répartition des salariés".





N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

31/12/2024

SIREN

5 0 1 0 4 9 3 5 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ENSEMBLE AEDES

ADRESSE (voie)

chez Mr &amp; Mme SIMON 30 rue de l'Eglise

CODE POSTAL

80230

VILLE

BRUTELLES

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	
TOTAL DES LIGNES 901 + 903	905		TOTAL DES LIGNES 902 + 904	906	

## I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays Forme juridique  Dénomination N° SIREN (si société établie en France)  % de détention  Nb de parts ou actions Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays 

## II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)  Nom de famille  Prénom(s) Nom d'usage  % de détention  Nb de parts ou actions Naissance : Date  N° Département  Commune  Pays Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays Titre (2)  Nom de famille  Prénom(s) Nom d'usage  % de détention  Nb de parts ou actions Naissance : Date  N° Département  Commune  Pays Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays Titre (2)  Nom de famille  Prénom(s) Nom d'usage  % de détention  Nb de parts ou actions Naissance : Date  N° Département  Commune  Pays Adresse : N°  Voie Code postal  Commune  Pays 

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.



(1)

☒ Néant \*

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait  
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

31/12/2024

SIREN

501049357

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ENSEMBLE AEDES

ADRESSE (voie)

chez Mr & Mme SIMON 30 rue de l'Eglise

CODE POSTAL

80230

VILLE

BRUTELLES

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

905

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes du formulaire, veuillez utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

\* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n°2033-NOT-SD.

## RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

**ANNEE 2024 ou exercice**

du 01/01/24

**au** 31/12/24

ce 1

Désignation de l'entreprise ENSEMBLE AEDES

Adresse chez Mr & Mme SIMON 30 rue de l'Eglise

80230	BRUTELLES
-------	-----------

A. FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : <span>v. notice 1</span>																
NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ					ADRESSE COMPLÈTE											
1	PERNET Anne-Sophie DELEGUEE GENERALE				63 boulevard Lefebvre 75015 PARIS											
2	ROMANO Mathieu DIRECTEUR ARTISTIQUE				78 avenue Jean Jaurès 93500 PANTIN											
3	LAVEZE Inès RESP ADMIN ARTISTIQUE				4 rue des Bateliers 93400 ST OUEN											
4	DURAND Rakhi RESPONSABLE DE PRODUCTION				11 rue André Malraux, 93230 ROMAINVILLE											
5	LADREYT Hervé ADMINISTRATEUR				4B avenue du Président Wilson 92240 Malakoff											
6																
7																
8																
9																
10																
RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES <span>(dans l'ordre du tableau ci dessus)</span>					Frais de voyage et de déplacement  <span>( v. notice 6 )</span> 6	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8 9								
Montant des rémunérations de toute nature <span>( v. notice 2 )</span> 1		Montant des indemnités et allocations diverses <span>( v. notice 3 )</span> 2		Valeur des avantages en nature <span>( v. notice 4 )</span> 3		Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel <span>( v. notice 5 )</span> 4			TOTAL DES COLONNES 1 à 4 5	aux véhicules et autres biens <span>( v. notice 7 )</span> 7		aux immeubles non affectés à l'exploitation <span>( v. notice 8 )</span> 8				
1	48 871								48 871						48 871	
2	36 404								36 404						36 404	
3	33 381								33 381						33 381	
4	28 805								28 805						28 805	
5	16 864								16 864						16 864	
6																
7																
8																
9																
10																
**	164 325								164 325						164 325	

**\*\* TOTAUX**

<b>B. AUTRES FRAIS</b>	10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 73 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises)	181
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement	1 696
<b>Totaux</b>	<b>1 877</b>

C. ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE ( v. notice 1 ) :			
Total des dépenses		Bénéfices imposables 9	
- de l'exercice 2024 (total col. 9 + total col. 10) 10	166 202	- de l'exercice 2024 10	0
- de l'exercice précédent 10	0	- de l'exercice précédent 10	0
Nom et qualité du signataire Antoine BOULAY Président		A BRUTELLES, le 24/02/25 Signature,	

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Désignations	Montant
SUB A RECEVOIR	48 677
FAE	6 676
PAR	9 200
Total des produits à recevoir	64 553

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Désignations	Montant
PROV CP	756
PROV CP	302
ETAT CAP	260
FNP	41 081
Total des charges à payer	42 399

DÉTAIL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Désignations	Date début	Date fin	Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA24 ORFEO 0101-3103 2025			273		
CCA24 GHS MAINTENANCE 01-0925			722		
CCA24 TRAINLINE 0401 2025 5 AR PARIS AMIEN			238		
CCA24 SOGI LOYER 01 2025 PROVISION CHARG			2 310		
CCA24 BELTA 0101-0303 2025			370		
CCA24 L CORTES TRAIN 02 2025 AR VANNES PA			115		
Total des charges constatées d'avance			4 027		

Désignation de l'entreprise ENSEMBLE AEDES  
Numéro de siret 50104935700038

DÉTAIL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE  
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Désignations	Date début	Date fin	Montants		
			Exploitation	Financier	Exceptionnel
Total des produits constatés d'avance					

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Le formulaire récapitulatif des réductions et crédits d'impôt doit être transmis obligatoirement par voie électronique.

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024 ou Année : 2024												
Dénomination de l'entreprise : ENSEMBLE AEDES										Néant <input type="checkbox"/>		
SIREN de l'entreprise		5	0	1	0	4	9	3	5	7	PME au sens communautaire (Cocher la case)	
Régime de l'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : la société mère du groupe doit souscrire le formulaire n°2069-RCI-SD pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI)												
Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre										<input type="checkbox"/>		
Dans ce cas, indiquer la dénomination, adresse et SIREN de la société du groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôt sont déclarés (y compris pour les crédits et réductions d'impôt de la société mère)												
Dénomination et adresse												
SIREN												
I - RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT NE DONNANT PAS LIEU AU DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE <sup>1</sup>												
CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES												
Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 <i>undecies</i> A du CGI) cf n°2079-VLO-FC-SD												
Réduction d'impôt pour souscriptions en numéraire au capital des entreprises de presse (article 220 <i>undecies</i> du CGI) cf n°2079-RIP-FC-SD												
CRÉANCES REPORTABLES												
Réduction d'impôt en faveur du mécénat <sup>2</sup> (article 238 <i>bis</i> du CGI) cf n°2069-M-FC-SD												
	Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.											
	Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris											
	Dont montants versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME											
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Montant total (ligne 1 x 9% <sup>3</sup> ) + (ligne 2 x 9% <sup>3</sup> ) x 10/90 + ligne 3) (article 244 <i>quater</i> C du CGI) cf n°2079-CICE-FC-SD												
dont montant préfinancé												
	Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2.5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte										1	
	Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte, des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de congés payés prévues à l'article L. 3141-32 du code du travail.										2	
	Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés										3	
Réduction d'impôt au titre des investissements dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle Calédonie (article 244 <i>quater</i> Y du CGI)												
Créance d'impôt sur les sociétés en faveur du logement locatif intermédiaire (article 220 Z septies du CGI)												
CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE												
Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise (article 244 <i>quater</i> M du CGI) cf n°2079-FCE-FC-SD												
Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés (article 220 <i>nonies</i> du CGI) cf n°2079-RS-FC-SD												
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques (article 220 <i>sexies</i> du CGI) cf n°2069-CI-FC-SD												

1 Les déclarations spéciales des réductions et crédits d'impôt figurants au I ont été supprimées. Le formulaire n°2069-RCI-SD constitue le seul support déclaratif de ces réductions et crédits d'impôt.

2 Si le montant des dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt en faveur du mécénat est supérieur à 10 000 € au cours de l'exercice, remplir le tableau III en annexe.

3 A partir du 1er janvier 2019, le CICE s'applique aux rémunérations n'excédant pas 2,5 fois le SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte. Le taux est de 9%.



Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles (article 220 <i>sexies</i> du CGI) cf n°2079-AV-FC-SD	
Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'oeuvres audiovisuelles étrangers (article 220 <i>quaterdecies</i> du CGI) cf n°2079-CINT-FC-SD	
Crédit d'impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux ou de variétés (article 220 <i>quindecies</i> du CGI) cf 2079-SV-FC-SD	95 525
Crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'oeuvres dramatiques et de cirque (articles 220 <i>sexdecies</i> du CGI) cf 2079-RT-FC-SD	
Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire (art. 27 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021)	
Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate (article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021)	
Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale "HVE" (article 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021)	
Crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte « C3IV » (article 244 <i>quater</i> I)	
Crédit d'impôt prêt avance mutation à taux zéro « PAM TZ » (article 244 <i>quater</i> T du CGI)	
<b>II - CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE</b> <sup>4</sup>	
<b>CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES</b>	
Crédits d'impôt afférents aux valeurs mobilières (article 136 du CGI)	
<b>CRÉANCES REPORTABLES</b>	
Crédit d'impôt pour investissement en Corse (article 244 <i>quater</i> E du CGI) cf n°2069-D-SD	
Crédit d'impôt recherche (pour dépenses de recherche, de collection et d'innovation) (article 244 <i>quater</i> B du CGI) cf n°2069-A-SD	
<div></div> dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM	
Crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative « CRC » (article 244 <i>quater</i> B bis du CGI) cf. n°2069-A-SD	
<b>CRÉANCES REPORTABLES ET NON RESTITUABLES</b>	
Réduction d'impôt prêt à taux zéro mobilité (article 107 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021) cf. n°2078-G-SD	
<b>CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE</b>	
Crédit d'impôt famille (article 244 <i>quater</i> F du CGI) cf n°2069-FA-SD	
Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique (article 244 <i>quater</i> L du CGI) cf n°2079-BIO-SD	
Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques (article 220 <i>octies</i> du CGI) cf 2079-DIS-SD	23 562
Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (article 244 <i>quater</i> O du CGI) cf n°2079-ART-SD	
Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo (article 220 <i>terdecies</i> du CGI) cf n°2079-VIDEO-SD	
Crédit d'impôt en faveur des éditeurs d'oeuvres musicales (article 220 <i>septdecies</i> du CGI)	
Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique (article 244 <i>quater</i> U du CGI) cf 2078-B-SD	
Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé (article 244 <i>quater</i> V du CGI) cf n°2078-F-SD	
Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole (article 200 <i>undecies</i> du CGI) cf n°2079-RTA-SD	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif (article 244 <i>quater</i> W du CGI) cf n°2079-CIOP-SD	
Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social (article 244 <i>quater</i> X du CGI) cf n°2079-CIOL-SD	

<sup>4</sup> Les crédits d'impôt figurant au II doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale distincte de la déclaration n°2069-RCI-SD.

**NOUVEAUTES :**

- Une nouvelle créance d'impôt, créée par la loi de finances pour 2022 et modifiée par la loi de finances pour 2024, est intégrée à ce formulaire :

La créance d'impôt en faveur des investisseurs institutionnels dans le logement locatif intermédiaire (2LI) : L'article 81 de la loi n° 2021-1900 de finances pour 2022 a créé une créance en faveur des investisseurs institutionnels dans le logement locatif intermédiaire, codifiée à l'article 220 Z septies du CGI. Cette créance est égale au montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévue à l'article 1380 du CGI et remplace, à compter du 1er janvier 2023, l'exonération de taxe foncière antérieure.

L'article 71 de la loi de finances pour 2024 (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024) étend, toutes autres conditions étant par ailleurs remplies, le champ des bénéficiaires de la créance d'impôt sur les sociétés à l'ensemble des personnes morales. Cette extension s'applique aux logements dont la construction est achevée à compter du 1er janvier 2024. Compte tenu de ces modifications, la créance s'appelle désormais « créance d'impôt sur les sociétés en faveur du logement locatif intermédiaire ».

- Deux nouveaux crédits d'impôts, créés par la loi de finances pour 2024, sont intégrés à ce formulaire :

Le crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte « C3IV » (article 244 quater I du CGI) : L'article 35 de la loi de finances pour 2024 (n° 2023-1322 du 29 décembre 2023) a créé un crédit d'impôt en faveur des investissements dans l'ensemble des étapes stratégiques de la chaîne de production de batteries, de panneaux solaires, d'éoliennes ou de pompes à chaleur. Peuvent en bénéficier les entreprises qui implantent ou développent en France des capacités de production de ces équipements, de composants et sous-composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs dans la production de ces équipements, ainsi que dans les outils de production et de valorisation des matières premières critiques également nécessaires à la production de ces équipements.

Le crédit d'impôt au titre des prêts avance mutation ne portant pas intérêt (CI PAM-TZ) (article 244 quater T du CGI) : l'article 71 de la loi de finances pour 2024 a instauré un crédit d'impôt en faveur des établissements de crédit, des sociétés de financement et des sociétés de tiers financement qui accordent des prêts avance mutation à taux zéro à des particuliers en vue de financer des travaux d'amélioration de la performance énergétique globale de logements achevés depuis plus de deux ans. Ces dispositions s'appliquent aux offres de prêts avance mutation ne portant pas intérêt émises à compter du 1er septembre 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027.

- Par ailleurs, le crédit d'impôt en faveur du rachat des entreprises (RAC) (article 220 nonies) s'applique pour le rachat de tout ou partie du capital d'une société avant le 31 décembre 2022.